

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	9
<i>David RENDERS, Jacqueline MORAND-DEVILLER</i>	
INTRODUCTION GÉNÉRALE	11
<i>David RENDERS</i>	

PARTIE 1 RAPPORTS DE SYNTHÈSE

CHAPITRE 1.	
PATRIMOINE ARCHITECTURAL, SITES ET PAYSAGES	
SAISIS PAR LE DROIT DE L'URBANISME	
LE PATRIMOINE PROTÉGÉ	17
<i>Michel PÂQUES</i>	
Sommaire	17
Abstract	18
1. Culture, nature et priorité à l'humain	18
2. Association de la culture et de la nature dans les grandes conventions de l'Unesco sur le patrimoine	19
3. Nature et culture, objets de législations communes ou distinctes	20
4. Relation avec le droit de l'urbanisme	22
5. Ancienneté de la protection	24
6. Types de définition de l'objet protégé. Définition analytique ou synthétique	24
7. Définitions analytiques	24
7.1. L'exemple du droit wallon	24
7.2. Une autre définition analytique se présente en droit flamand	25
8. Définitions souvent plus synthétiques	26
9. Éléments complémentaires	28
10. Objectif de la protection. Conception statique et dynamique	29
11. Application directe de la définition du bien protégé ou nécessaire médiation d'un acte administratif ?	30
12. Importance de la propriété	32
13. Répartition des compétences	32

CHAPITRE 2.

LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL EN ESPAGNE 35

Maria Rosario ALONSO IBÁÑEZ

Quel bilan pouvons-nous faire ?	35
Législation sectorielle généralement approuvée avec un degré élevé de consensus politique et des secteurs spécialisés	35
Engagement institutionnel à l'égard de la société	35
Coexistence des législations sur le patrimoine culturel des divers parlements : loi 16/1985, nationale, et 17 lois régionales	36
Législations de bonne facture technique, suffisamment structurée, complète, mais avec problèmes de connexion interlégislative	36
Relations des lois des communautés autonomes avec la loi 16/1985 : un problème résolu de manière insatisfaisante	36
Le patrimoine immobilier se trouve, en théorie, protégé, ou dans un processus de protection, mais il n'est pas correctement traité administrativement . . .	37
Les domaines matériels avec lesquels le patrimoine immobilier garde une relation plus directe : l'urbanisme et l'aménagement du territoire. . .	37
Pleine réception de la protection du patrimoine culturel immobilier dans le domaine de la législation territoriale et le droit de l'urbanisme . .	38
Développement urbain durable	38
Le patrimoine culturel comme recours économique : rentabilisation déficiente	39
Conclusion	39

CHAPITRE 3.

THE ACTORS INVOLVED BY THE PROTECTION IN EUROPE 41

Eivind SMITH

Introduction	41
1. Some inherent values and dilemmas.	43
2. Public actors: multi-level government	45
3. Police, customs, etc.	48
4. Private actors.	49
5. Associations, etc.	51
6. The judiciary	52

CHAPITRE 4.

THE ACTORS INVOLVED IN THE PROTECTION OF CULTURAL
HERITAGE IN SPAIN 55*Fernando GARCÍA RUBIO*

1. Brief Overview	55
2. Legal framework of municipal activity	57

2.1. General competences	57
2.2. Capacity of municipal intervention in this matter.	
Administrative powers	60
2.2.1. Regulatory power	60
2.2.2. Tax power	61
2.2.3. Planning Power	61
2.2.4. Sanctioning and expropriation power	63
2.3. Other means of local activity in matters of cultural heritage	63
2.3.1. General questions	63
2.3.2. Local public services in matters of cultural heritage	64
3. Municipal competences according to state legislation	66
4. Urbanistic competences about historical heritage in state law	70
5. Autonomous legislation	74
5.1. Autonomous communities and historical heritage	74
5.2. Autonomous urban planning legislation	76
5.3. Autonomus communities statues planning law	76
5.4. Legislation on cultural heritage by autonomous communities	88
5.5. Autonomus communities Historical Heritage laws	89
5.6. Sectoral legislation	90
6. New horizons in municipal functions in matters of cultural heritage	91
Bibliography	94

CHAPITRE 5.

LES INSTRUMENTS DE PROTECTION DU PATRIMOINE

ARCHITECTURAL, DES SITES ET DU PAYSAGE 97

Thierry TANQUEREL

1. Les instruments de protection dans leur contexte	97
1.1. Protection, valorisation, encouragement	97
1.2. Spécificité de la protection	98
1.3. La grille d'analyse	99
2. La détermination des objets protégés	100
2.1. Le modèle dominant : l'acte individuel de classement	100
2.2. La détermination par la planification	101
2.3. La procédure	102
2.4. Le cas particulier : la protection ex lege	103
3. Les obligations de protection	104
3.1. La source	104
3.2. Les obligations matérielles	105
3.3. Les obligations procédurales	106
4. Le rapport avec le droit commun de l'urbanisme	108
5. La portée spatiale de la protection	108

6. Les engagements volontaires	109
7. L'acquisition publique	110

CHAPITRE 6.

DES INSTRUMENTS DE PROTECTION DU PATRIMOINE

EN ESPAGNE	111
------------------	-----

Joan Manuel TRAYTER JIMÉNEZ

1. Norme applicable et patrimoine à protéger	112
2. Les catalogues. La planification spéciale	112
3. Les relations de coordination entre la législation sur le patrimoine historique et le droit de l'urbanisme	114
4. Ordonnances locales, autorisations et sanctions administratives.	115

CHAPITRE 7.

LES INSTRUMENTS SPÉCIFIQUES DE MISE EN VALEUR

ET DE VALORISATION DU PATRIMOINE	117
--	-----

Francis HAUMONT

1. Les instruments de mise en valeur	118
1.1. Les obligations imposées aux propriétaires/occupants	118
1.1.1. L'obligation de maintenance et de réparation	118
1.1.2. L'obligation d'user le bien en conformité	119
1.1.3. L'obligation procédurale d'être titulaire d'une autorisation administrative	119
1.2. La mise à disposition des biens protégés.	120
1.3. Les acquisitions immobilières	120
1.3.1. Les acquisitions amiables	121
a. Les acquisitions contractuelles	121
b. Le droit de préemption.	121
1.3.2. L'expropriation pour cause d'utilité publique.	123
a. L'expropriation à la demande du propriétaire.	123
b. L'expropriation à l'initiative de l'autorité publique.	124
c. L'indemnité d'expropriation	125
1.4. L'assistance aux propriétaires	125
1.5. L'accessibilité au public	126
2. La valorisation	127
2.1. Les obligations imposées aux propriétaires/occupants	127
2.2. Les autorisations administratives.	128
2.3. Les acquisitions.	128
2.4. Les conventions de valorisation.	129
2.5. L'assistance aux propriétaires	129
2.6. L'accessibilité au public	130

2.7. La stratégie de périmètres de valorisation.	130
2.8. Divers	131
Conclusion	132

CHAPITRE 8.

LES INSTRUMENTS SPÉCIFIQUES DE PROTECTION, DE MISE EN VALEUR ET DE VALORISATION DU PATRIMOINE EN ESPAGNE	133
--	-----

Juan Ramon FERNANDEZ TORRES

1. Introduction	133
2. Les instruments de protection, mise en valeur et valorisation du patrimoine culturel et historique	136
2.1. Remarques générales	136
2.2. Les biens d'intérêt culturel	137
2.3. Les devoirs et obligations des propriétaires	138
2.4. Le plan spécial de protection de la zone	141
2.5. Le pouvoir de sanction	144
2.6. Les droits de préemption et de premier refus	145
2.7. Les mesures de développement	145

CHAPITRE 9.

LE FINANCEMENT DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE : SYNTHÈSE DES RAPPORTS NATIONAUX.	147
---	-----

Rozen NOGUELLOU

1. Les formes classiques de financement : les subventions et les dispositions fiscales	149
1.1. Les subventions.	149
1.2. Les mesures fiscales	151
1.3. Les questions soulevées par ces modes de financement.	152
2. Les formes plus originales de financement.	153
2.1. Illustration d'hypothèses particulières.	153
2.2. La question de l'indemnisation de la servitude liée à la conservation de l'immeuble.	155

CHAPITRE 10.

SOME OF THE CURRENT CHALLENGES FACING SPANISH URBANISM	159
---	-----

Luciano PAREJO ALFONSO

1. Introduction	159
2. The Specific Field Of Territorial And Urban Planning	161

3. The key question of land ownership	164
4. The urban system and the market.	166
5. The key institution: the plan	169
6. The deficient urban disciplinary force	172
CONCLUSIONS	175

Jacqueline MORAND-DEVILLER

1. L'identification : maîtriser le concept de « patrimoine »	176
1.1. Unité ou intégration ?	177
1.2. Elitiste ou banalisation	178
1.3. Inventaire et classement.	179
2. La sauvegarde. Maîtriser le temps.	180
2.1. Les acteurs	181
2.1.1. Centralisation ou décentralisation ?	181
2.1.2. Acteurs publics et acteurs privés	181
2.2. Les sources du droit	182
3. La mise en valeur. Maîtriser l'espace	183
3.1. Mise en valeur et valorisation économique	183
3.2. Spécificité ou droit commun	184

PARTIE 2 RAPPORTS NATIONAUX

CHAPITRE 1.	
ALLEMAGNE	189
Introduction	189
PART 1.	190

Matthias ROSSI, Aqilah SANDHU

1. What does the protected heritage encompass?	190
1.1. Regulatory level	190
1.2. Definition of heritage	191
1.3. Historic development	192
2. Who are the actors involved by the protection?	193
2.1. Enforcement of heritage protection law	193
2.2. Public actors	193
2.3. Private actors	193

3. Are instruments (in architectural and natural terms) designed to protect the integrity of existing elements of heritage set out?	194
3.1. Registration in Monument Registers	194
3.2. Authorisation requirements	194
3.3. Agreement under public law	195
3.4. Relation to Building Law	195
4. Are instruments designed to enhance or promote the elements of heritage set out	196
4.1. Obligation of preservation	196
4.2. Duty to maintain the original use of the monument	197
4.3. Preservation Statutes (Erhaltungssatzungen)	198
4.4. Redevelopment measures.	198
5. What are the set up funding and taxation mechanisms in matters of both architectural and natural heritage protection?	199
5.1. Public funding.	199
5.2. Federal financial assistance for financial support for urban development	199
5.3. Subsidies	200
5.4. Financial compensation	200
5.5. Tax relief	200
PART 2.	201
<i>Willy SPANNOWSKY</i>	
1. Separation of aspects of architectural and natural heritage in the German law	201
2. Conservation of the appearance and qualities of the natural landscape in the German legal system	202
2.1. Legal sources and their historical development	202
2.2. Objects and purposes of protection.	204
2.3. The distribution of powers in the Federal Republic of Germany	204
2.4. Categories of conservation area with different objects and purposes of conservation	205
2.5. The protection of objects in private property	207
2.6. Entities responsible for tasks and measures	208
3. The importance of protecting scenic and natural landscapes in urban planning.	209
3.1. Instruments to guarantee the purposes of protection.	210
4. Protection guarantee by virtue of judicial decision	212
5. Example from planning practice.	213

CHAPITRE 2.

BELGIQUE..... 217

BELGIQUE (RÉGION FLAMANDE) – BELGIUM (FLEMISH REGION) 217

Lies du Gardein

1. What does the protected heritage encompass? 217
2. Who are the actors involved by the protection? 220
 - 2.1. The Flemish Region 220
 - 2.2. The Immovable Heritage Agency 220
 - 2.3. Advisory bodies 221
 - 2.4. Local policies 221
 - 2.5. The owners of the immovable heritage 222
 - 2.6. Enforcement 223
3. Are instruments (in architectural and natural terms) designed to protect the integrity of existing elements of heritage set out? 223
 - 3.1. Protected properties and protection measures 223
 - 3.1.1. Protection measures 224
 - 3.1.2. Active and passive conservation principles 224
 - 3.1.3. Permit requirement or approval requirement for certain actions 225
 - 3.1.4. Demolition ban (only for listed buildings and protected urban and village conservation areas) 225
 - 3.1.5. Duty of disclosure 226
 - 3.2. Legal effects for property included in inventories 226
 - 3.2.1. General legal effects 226
 - 3.2.2. Specific legal effects 226
 - 3.3. Enforcement of the protection measures 227
 - 3.4. Protection through spatial planning legislation 228
4. Are instruments designed to enhance or promote the elements of heritage set out 229
5. What are the set up funding and taxation mechanisms in matters of both architectural and natural heritage protection? 231
 - 5.1. Contributions 231
 - 5.2. Subsidies 233
 - 5.3. Tax relief 234
 - 5.4. Heritage awards 235
 - 5.5. Compensation for the restriction of property rights 235
 - 5.6. Comment 236
6. Could you present a representative legal case in which the judge intervened decisively for protecting or, on the contrary, not protecting an element of heritage? 237
 - 6.1. On the topic of the judicial system 237
 - 6.2. Historical development 237
 - 6.3. More recent case law 238

RÉGION DE LANGUE FRANÇAISE ET RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE. 240

Michel QUINTIN

1. La définition du patrimoine protégé 240
2. Les acteurs de la protection 246
 - 2.1. La Région de langue française 246
 - 2.2. La Région de Bruxelles-Capitale 249
3. Les mesures de protection 252
 - 3.1. La région de langue française. 253
 - 3.2. La Région de Bruxelles-Capitale 256
4. Instruments spécifiques de mise en valeur et de valorisation 259
 - 4.1. La région de langue française. 259
 - 4.2. La Région de Bruxelles-Capitale 261
5. Mécanismes de financement et de fiscalité. 263
 - 5.1. La région de langue française. 263
 - 5.2. La Région de Bruxelles-Capitale 264
6. Application juridictionnelle. 265

CHAPITRE 3.

ESPAGNE. 273

Judith GIREU FONT

1. The richness and variety of the Spanish heritage worthy of protection 273
 - 1.1. The protected heritage is an integral part of the nation's collective wealth. 273
 - 1.2. The assets that make up the protected heritage: tangible heritage (cultural and natural) and intangible heritage. 276
2. The actors involved in heritage protection. 283
3. Protection, conservation and maintenance of the cultural and natural heritage. 285
 - 3.1. Immovable assets declared to be of cultural interest 285
 - 3.1.1. Instruments to protect the physical integrity of the cultural heritage: urban development plan and catalogues of protected assets and spaces 286
 - a. Special protection plans. 286
 - b. Catalogues of protected assets and spaces 288
 - 3.1.2. Urban development interventions: administrative permits for interventions in protected buildings and areas 289
 - a. Intervention criteria 289
 - b. Duty to conserve and declaration of a state of ruin. Precautionary measures regarding demolitions 291
 - 3.2. Protection of the natural heritage from the environmental perspective 292

4. Enhancement of the protected heritage: culture as a new consumer product	293
5. Promoting the cultural heritage: mechanisms of funding and taxation	295
5.1. Preferential access to official credit for funding work on conservation, maintenance and rehabilitation of the cultural heritage	295
5.2. The cultural one-per-cent	296
5.3. Tax benefits	296
5.3.1. Property tax	297
5.3.2. Personal income tax	297
5.3.3. Corporation tax	298
5.3.4. Tax on immovable assets	298
5.3.5. Inheritance and gift tax	298
5.3.6. Tax on Buildings, Installations and Works	299
5.3.7. Tax on Value Added to Urban Land	299
6. Two representative legal cases: the Special Plan for Protection and Internal Reform of El Cabanyal-Canyamelar's neighborhood and the controversial restoration of the Roman Theatre in Sagunto	299
6.1. The Special Plan for Protection and Internal Reform of El Cabanyal-Canyamelar's neighborhood	299
6.2. The controversial restoration of the Roman Theatre in Sagunto	303

CHAPITRE 4.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	307
---------------------------------	-----

Sara C. BRONIN

1. What Is Protected	307
2. Who Protects	310
2.1. Public Entities & Officials	310
2.2. Owners	311
2.3. Nonprofit Organizations	312
2.4. Preservation Professionals	313
3. Primary Instruments for Protection	313
3.1. Regulation	313
3.2. Incentives	317
3.3. Authorization of Restrictions	317
3.4. Information	318
4. Instruments for Implementation and Enhancement	318
5. Funding and Taxation Issues	321
6. Representative Legal Cases	322

CHAPITRE 5.

FRANCE	327
--------------	-----

François PRIET

1. Les patrimoines pris en compte	328
2. Les acteurs de la protection du patrimoine	333
3. Les instruments de protection, de mise en valeur et de valorisation	337
4. L'articulation entre la législation de l'urbanisme et celles qui concernent le patrimoine	343
5. Les instruments spécifiques	346
6. La prise en charge des coûts financiers liés au patrimoine	348
Annexes	352

CHAPITRE 6.

GRÈCE	359
-------------	-----

Evangelia KOUTOUPA-RENGAKOU

Introduction	359
1. Le régime juridique de la protection du patrimoine.	360
1.1. La constitution	360
1.2. Droit européen et international	361
1.3. Les lois sur la protection du patrimoine culturel et naturel	362
1.4. Le droit de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de la construction	363
1.5. La jurisprudence du Conseil d'État	364
1.5.1. L'élargissement du champ d'application des dispositions légales	364
1.5.2. L'élaboration de principes jurisprudentiels propres à la protection du patrimoine culturel	366
2. Les instances impliquées	366
3. Les instruments de protection.	369
3.1. L'acte de classement	369
3.2. Obligations des propriétaires	372
4. Les instruments spécifiques	374
5. Financement	375
5.1. Les avantages fiscaux	376
6. Cas d'étude	377

CHAPITRE 7.

ITALIE	379
--------------	-----

Paolo Stella RICHTER, Vera PARISIO

1. La protection du patrimoine : les sources de droit et les compétences ..	379
1.1. La notion de patrimoine architectural	382
1.1.1. Les œuvres architecturales contemporaines	383

1.2. La réglementation italienne relative au paysage	384
1.3. La notion de paysage	387
1.4. Les instruments de protection du paysage	389
2. Les acteurs de la protection des biens culturels	390
3. Les instruments de protection du patrimoine	391
3.1. La contrainte indirecte	392
3.2. Les autres formes de protection.	393
4. Protection et valorisation des biens culturels	394
5. Le financement des interventions	395
5.1. Un régime fiscal particulier	396
5.2. La sponsorship	397
6. Une affaire symbolique dans laquelle l'intervention du juge a été décisive.	398
7. Une autre affaire symbolique dans laquelle l'intervention du juge a été décisive	398

CHAPITRE 8.

PAYS-BAS.	401
-------------------	-----

Saskia HILLEGERS, Tycho LAM

1. What does the protected heritage encompass?	401
1.1. Heritage Act and Spatial Planning Act.	401
1.2. History/Policy/Statistics	403
1.2.1. Brief History of the Protection of Monuments	403
1.2.2. Number of National Monuments and City and Village Sites. . .	404
1.2.3. Number of Municipal and Provincial Monuments.	404
1.3. Examples.	405
1.3.1. Beemster Polder	405
1.3.2. Wadden Sea	406
1.3.3. Amsterdam Canal Belt.	406
1.3.4. House with the Heads	407
1.3.5. Het Loo Palace.	407
1.3.6. Convex Field Valkenswaard	408
2. What actors are involved.	409
2.1. Three levels of government	409
2.2. Experts and Stakeholder Organisations	410
2.2.1. Municipal Monument Committees	410
2.2.2. Provincial Support Centres.	410
2.2.3. Nature Monuments	410
2.3. Owners, right-holders and local residents.	411
3. Instruments of Protection and the Actors that are involved	413
3.1. Permission Instruments 1: the ESLA-permit for Alterations to a Monument	413

3.2. Planning Instruments	414
3.3. Permission instruments 2: ESLA-permit required in the land-use plan or in deviation of the land-use plan	416
3.4. The Relationship between the Heritage Act Track and the Track of the Spatial Planning Act	416
4. Instruments of Enhancement	416
4.1. Instruments under the Spatial Planning Act	416
4.2. Enforcement actions and monuments	417
5. Funding and Taxation Mechanisms	418
5.1. Funding for National Monuments	418
5.2. Tax deduction for maintenance work on national monuments	419
5.3. Funding options for municipal and provincial monuments	420
6. Legal Case (Convex Field Valkenswaard)	420

CHAPITRE 9.

PORTUGAL	421
--------------------	-----

Fernando ALVES CORREIA, Jorge ALVES CORREIA

1. Fondements matériels et indication du plan	421
2. Patrimoine culturel et patrimoine naturel – Identité ou autonomie ?	426
3. Le cadre constitutionnel et légal du patrimoine culturel au Portugal	428
3.1. Le droit du patrimoine culturel à la fois comme un droit à sa jouissance universelle et comme une fonction fondamentale de l'État	428
3.2. Bien culturel – Concept juridique et statut de la titularité	430
3.3. Les acteurs impliqués dans la protection du patrimoine culturel	433
3.4. Procédure de classement des biens culturels : étapes, nature de l'acte et effets juridiques associés	436
3.5. Le caractère spécial du droit du patrimoine archéologique et du droit du patrimoine culturel subaquatique	442
4. Droit du patrimoine culturel et autres branches du droit public : en particulier, le droit de l'urbanisme et le droit du tourisme	443
5. Les instruments de financement et d'aide aux titulaires de biens culturels et régime fiscal spécial	444
6. La protection du patrimoine culturel dans la <i>praxis</i> (deux études de cas)	445
Bibliographie	448

CHAPITRE 10.

ROUMANIE	451
--------------------	-----

Andrei DUȚU

1. Le patrimoine protégé ; une perspective générale	452
1.1. La perspective historique	454
1.2. Le régime juridique des éléments du patrimoine culturel	455

1.3. Règles juridiques générales relatives aux monuments historiques .	456
1.4. Le régime de propriété des monuments historiques	457
2. Autorités, institutions et organismes du patrimoine culturel national . .	459
3. Le régime de protection.	462
3.1. La protection des monuments historiques dans les documents d'aménagement du territoire et d'urbanisme.	462
3.2. Le régime juridique de protection des monuments historiques . . .	463
3.2.1. Classement et enregistrement des monuments historiques. .	464
3.2.2. Le classement est la procédure par laquelle on confère le régime de monument historique à un bien immobilier . . .	465
3.2.3. Le classement d'urgence.	467
3.2.4. Le déclassement des monuments historiques	468
3.2.5. Le régime des interventions sur les monuments historiques.	469
3.2.6. Les obligations et les droits des propriétaires des monuments historiques	470
3.3. La protection des monuments historiques et l'autorisation des constructions	472
3.4. Le régime des constructions et la protection du patrimoine naturel	473
4. Financement de la protection et mise en valeur des monuments historiques	473
Bibliographie et sources	475

CHAPITRE 11.

SUISSE 477

David BOULAZ, Valérie DÉFAGO GAUDIN, Aurélien WIEDLER

1. Le patrimoine protégé	477
1.1. Le partage des compétences entre la Confédération et les cantons et les sources de la protection du patrimoine	477
1.2. L'objet de la protection	480
2. Les acteurs concernés par la protection.	482
2.1. Une multiplicité d'acteurs.	482
2.2. Le droit de recours des organisations et associations.	483
3. Les instruments destinés à protéger l'intégrité du patrimoine	484
3.1. Dans la LPN.	484
3.2. Dans la LAT	488
3.3. Dans les lois cantonales de protection du patrimoine bâti.	489
3.3.1. Les recensements	489
3.3.2. Les inventaires.	489
3.3.3. Les mesures de classement ou de protection.	490
4. Les instruments spécifiques de mise en valeur et de valorisation	491
4.1. Les parcs d'importance nationale	491
4.2. L'acquisition de monuments historiques par l'État	492

5. Les mécanismes de financement et de fiscalité consacrés en matière de protection du patrimoine	494
5.1. Les subventions.	494
5.2. Les mesures fiscales	497
6. La protection du patrimoine face aux énergies renouvelables	498
6.1. Patrimoine naturel	498
6.2. Patrimoine architectural.	499
Bibliographie et sources	501

CHAPITRE 12.

TURQUIE	503
-------------------	-----

BİGE AÇIMUZ, ÖZGE AKSOYLU

Introduction	503
1. Le patrimoine protégé	504
1.1. Le patrimoine culturel	504
1.1.1. Les sources du droit	504
a. La Constitution	504
b. Les conventions internationales et les lois	505
c. Les règlements ministériels	507
d. Les décisions de principe du CSPPC	507
e. Les plans d'urbanisme de protection.	507
1.1.2. Le patrimoine culturel protégé	507
1.1.3. Les objectifs du droit applicable.	509
1.2. Le patrimoine naturel	509
1.2.1. Les sources du droit	510
a. La Constitution	510
b. Les conventions internationales et les lois	510
c. Les règlements ministériels	511
d. Les décisions de principe du MEU.	511
e. Les plans de protection	511
1.2.2. Le patrimoine naturel protégé.	512
1.2.3. Les objectifs du droit applicable.	514
2. Les acteurs concernés et leurs rôles.	514
2.1. Les acteurs concernés et leurs rôles dans la protection du patrimoine architectural	514
2.1.1. L'acteur international principal : l'UNESCO.	515
2.1.2. Les acteurs centraux	515
a. Le MCT	515
b. Le CSPPC	515
c. Les CRPPC	515
2.1.3. L'acteur local	516
2.1.4. Les acteurs juridictionnels	516

2.2. Les acteurs concernés et leurs rôles dans la protection du patrimoine naturel	517
2.2.1. L'acteur international principal : l'UNESCO	517
2.2.2. Les acteurs centraux	517
a. Le Conseil des ministres	518
b. Le ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme (MEU)	518
c. Le ministère de la Forêt et des Eaux (MFE)	518
d. La Commission centrale de protection du patrimoine naturel (CCPPN)	519
e. Les Commissions régionales de protection du patrimoine naturel (CRPPN)	519
2.2.3. Les acteurs juridictionnels	519
3. La protection du patrimoine	520
3.1. La protection par recours à la planification	520
3.2. La protection par recours aux interdictions et aux autorisations	522
4. Les instruments de valorisation et de mise en valeur	524
5. Les mécanismes de financement et d'indemnisation	527
5.1. Le financement de la protection	527
5.2. Les mécanismes d'indemnisation de l'atteinte au droit de propriété	528
6. Le cas pratique	529

CHAPITRE 13.

RAPPORT SUR LE DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE	533
--	-----

Emmanuelle BROUSSY

1. La protection et la mise en valeur du patrimoine architectural et naturel (au sens large) ne font pas l'objet d'une réglementation spécifique en droit de l'Union mais sont néanmoins prévues, en des termes souvent généraux dans ce droit	535
1.1. Tel est essentiellement le cas en droit de l'environnement de l'Union	535
1.2. Le droit de l'Union permet également, explicitement, l'adoption de mesures de protection et de valorisation par les États membres	536
2. L'apport de la jurisprudence de la Cour	537
2.1. Le contrôle du respect des mesures de protection et de valorisation prévues par le droit de l'Union	537
2.2. Le contrôle de la conformité de mesures nationales de protection et de valorisation	538
2.2.1. Des arrêts manifestent une certaine bienveillance du juge de l'Union à l'égard de mesures adoptées par les États membres lorsque l'objectif poursuivi est celui de la protection et de la valorisation du patrimoine	538
2.2.2. ... cette bienveillance ne s'exprime toutefois que dans les limites du respect du droit de l'Union	541
3. L'existence de conventions internationales spécifiques	544
Conclusion	546